

A VOIX autre

NOVEMBRE 2005 - N°3 - PRIX LIBRE - “C’EST À NOUS-MÊMES QU’IL INCOMBE DE NOUS LIBÉRER.” [ELISÉE RECLUS]

Sur les pavés, c’est 100.000 fois oui à la vie

Vendredi 28 octobre, 100.000 travailleurs ont manifesté leur désaccord avec le gouvernement et le patronat, qui (au nom du refinancement de la Sécurité sociale) entendent relever l’âge de la prépension de 58 à 60 ans et contraindre les travailleurs âgés, licenciés dans le cadre d’un plan de restructuration, à se rendre «disponibles» sur le marché du travail, avant de bénéficier d’une hypothétique prépension... Fini, l’humiliation ! Pour tous, il est désormais hors de question de crever à la tâche et de perdre sa vie à la gagner.

Entre les deux grèves générales, trois semaines de grève se sont écoulées. De Namur à Charleroi, de Bruxelles à Liège, les travailleurs ont débrayé. Et cependant, rien n’a bougé au 16 rue de la Loi. Il aurait été naïf de croire que 100.000 manifestants suffiraient à faire fléchir le Premier ministre Guy Verhofstadt (VLD). L’après-midi-même de la manifestation nationale, il réaffirmait d’ailleurs que son pseudo «pacte» de solidarité entre les générations serait appliqué tel quel. Quant au ministre de l’Emploi, Peter Vanvelthoven (SPA), il a répondu que mis à part quelques modalités, plus rien ne pouvait être négocié... Il n’y a rien attendre de l’Etat, quelque soit la couleur de celui qui gouverne.

Feu patronal sur les piquets

Le matin de la grève générale du vendredi 28 octobre, la Chambre du commerce et de l’industrie de Bruxelles a fait survoler en hélicoptère les accès à la capitale pour détecter les blocages routiers. Objectif déclaré : défendre les intérêts de ses membres. Faux : cette technique policière n’est rien d’autre qu’une nouvelle tentative d’intimidation des grévistes. La Fédération des entreprises de Belgique n’est pas en reste : elle a placé sur son site internet quelques conseils pour contrer d’éventuels piquets de grèves. Position logique, dans cette lutte de classes que les patrons ont entamée.

Des avocats s’y sont mis aussi : un cabinet propose ses services aux employeurs pour les aider à faire appel à la Justice en cas de blocage de leur entreprise. Entre bourgeois, on se comprend. Allez, c’est pas demain la veille que la Justice sera synonyme de justice sociale. Les patrons trouvent également un soutien du côté du gouvernement : les libéraux Rik Daems et Daniel Bacquelaine ont déposé une proposition de loi qui prévoit une sanction pénale en cas d’entrave sur les lieux de travail. Cette sanction va de 15 jours à deux ans de prison et peut être assortie ou remplacée par une amende de 50 à 300 euros ! Cette mesure est d’autant plus violente que l’arbitraire du juge va y avoir la part belle : en effet, à supposer qu’on s’amuse à ce petit jeu-là, comment estimer la réalité de l’infraction, dans un cas comme un piquet de grève sans barrage ? Tout bonnement impossible... Comme quoi, ce qui est légal n’est pas forcément juste.

Lors d’une entrevue avec les syndicats, le ministre de l’Intérieur Patrick Dewael (VLD) aurait même menacé de sortir cette proposition des oubliettes en cas de blocages de routes le 28 octobre. Enorme ! De quoi parle-t-on au ministère de l’Intérieur, d’une insurrection ou d’une opposition paisible des travailleurs ? Et bien entendu, les socialistes de gouvernement ne bronchent pas pour défendre le droit de grève. Ce silence est un aveu de complicité.

Dans cette situation caricaturale, c’est limpide : primo, patrons et syndicats ne sont pas des «partenaires sociaux» mais des adversaires économiques ; secundo, l’Etat n’est pas l’«émanation de la volonté du peuple» mais un adversaire politique. Pourtant, dans ce pays démocratique, il n’est (jusqu’à preuve du contraire) pas interdit de *convaincre* les travailleurs d’une entreprise de ne pas bosser. Et c’est bien là tout l’intérêt d’un piquet de grève : élargir le mouvement social par le dialogue, construire la solidarité. Menacer d’interdire la tenue de piquets, c’est supprimer la visibilité de la grève, c’est tenter d’étouffer la voix des syndicalistes... c’est faire un bon de cent ans en arrière dans le droit social !

Le patronat prétend défendre le droit au travail. Ce qu’ils tentent en réalité d’imposer en brisant nos piquets, c’est l’obligation de travailler : jusqu’à 60 ans et au-delà si nécessaire. A propos du droit au travail, les grévistes se sont aussi croisé les bras pour dénoncer la situation précaire des 600.000 chômeurs. Les réactions de l’Etat et du patronat prouvent assez l’efficacité des piquets de grève comme moyen de pression. Intensifions-les ! [Louise]

Le gouvernement pousse les 600.000 chômeurs au turbin mais force les «anciens» à rester au boulot : il se fait l’allié objectif du patronat. En effet, si la demande d’emploi grimpe et si l’offre de boulots stagne, les patrons ont les coudées franches pour imposer des salaires au rabais. Face à cette logique cannibale, réapproprions-nous nos vies. Partageons le travail, pour réduire le temps consacré au boulot et pour dégager des emplois : près de 140.000 jeunes sont passés de l’école au bureau de chômage et galèrent quand d’autres n’en peuvent plus de bosser. Sans parler du cadeau fait aux patrons : 950 millions de diminution de charge, sous prétexte de faciliter l’embauche ! Le seul résultat, c’est l’enrichissement... des patrons.

L’Etat et le patronat organisent la régression sociale ? Organisons la riposte sociale ! D’aucuns, comme la FGTB Métal, appellent à une nouvelle grève d’ici le 21 novembre. Mais face à l’arrogance du gouvernement et de la FEB, comment penser que ces journées d’action, le plus souvent dispersées par secteur professionnel, fussent-elles à répétition, les feront reculer ? Il faut être plus offensif : les délégués syndicaux doivent rompre avec les socialistes de gouvernement. Pour rappel, l’ex-ministre

Grippons la croissance

Décidément, l’épidémie de grippe aviaire est un meilleur épouvantail que le réchauffement des eaux arctiques. L’une est due à un virus «étranger» au nom imprononçable (H5N1) et l’autre à la cupidité des industriels. L’Union européenne vient d’ailleurs de réduire ses ambitions environnementales, sous la pression des industriels qui sauront, on s’en doute, mieux faire «fructifier» les subventions destinées, à la base, aux climatologues. De fait, la stratégie en faveur de la pureté de l’air vient d’être revue et corrigée à 11 milliards d’euros par an, tandis que le programme d’action contre le réchauffement climatique devra se contenter de 7 milliards, autant dire : des *peanuts*. Cependant pour la quatrième année consécutive, la calotte glaciaire arctique s’est fortement réduite sous l’effet de serre : entre janvier et août 2005, la température moyenne de la surface de l’océan arctique était de 2 à 3 °C plus élevée qu’au cours des cinquante dernières années.

En avant s’il n’y a pas d’avance !

CONFIDENTIEL DÉFENSE. LE RÉSEAU «SORTIR DU NUCLÉAIRE», dont la Fédération anarchiste est adhérente, s’est procuré la copie d’un document classé «confidentiel défense», reconnaissant explicitement que le futur réacteur français EPR est vulnérable face à un crash suicide d’un avion de ligne. Deux porte-parole du Réseau se sont rendus à l’Elysée le 23 septembre, afin de remettre ce document à un conseiller de la Présidence. Immédiatement interpellés, ils ont été interrogés par la police, tandis que les documents dont ils étaient porteurs étaient saisis. Une information judiciaire a par ailleurs été lancée afin de découvrir l’origine de la fuite. En matière de nucléaire, on constate une fois encore que la transparence est de règle.

DROITS DE L’HOMME. LE PRÉSIDENT ALGÉRIEN ABDELAZIZ BOUTEFLIKA a été distingué par le «prix Louise Michel», du nom de la célèbre anarchiste française, destiné à saluer «*les vertus de dialogue de démocratie et de développement et de paix*». Quand on sait que le journaliste Mohamed Benchicou, auteur de *Bouteflika, une imposture algérienne* est en prison depuis le 14 juin 2004, quand on sait que d’autres journalistes risquent la prison et que leurs journaux sont menacés d’interdiction, la remise de ce prix par le Centre d’études politiques et de sociétés de Paris est une insulte à la mémoire de la révolutionnaire de la Commune de Paris mais surtout encourage Bouteflika dans sa politique répressive envers la presse et ses opposants démocrates.

POLOGNE. DÉSIGNÉ, IL Y A PEU AU POSTE DE PREMIER MINISTRE, l’ultraconservateur et très catholique Marcinkiewicz n’a pas tardé à exposer des thèses nauséabondes. Il a déclaré qu’à son sens l’homosexualité était «*contre-nature*». «*Ce qui est naturel, c’est la famille*», a-t-il cru bon d’ajouter. Et il a poursuivi son discours ignoble : «*si une personne tente de contaminer les autres avec son homosexualité, l’Etat doit intervenir*». Ces propos sont d’autant plus choquant qu’en aucun cas une préférence émotionnelle et/ou sexuelle n’est une maladie ! Marcinkiewicz a également annoncé son désir de supprimer la Gay-Pride et les campagnes d’affichages en faveur des minorités sexuelles. Quant aux frères jumeaux Kaczynski, ils se prononcent contre le droit des homosexuels à enseigner aux enfants. Par ailleurs, les frères Kaczynski ont accepté sans broncher le soutien apporté, avant les élections, par Radio Maryja, une station xénophobe et antisémite. Avec Lech Kaczynski élu à la présidence polonaise, les homosexuels ne vont pas rigoler. Une fois de plus, l’Etat se révèle être une entrave à la liberté individuelle.

RÉVÉLATION PAPALE. «NOUS NE SOMMES PLUS CRÉDIBLES», a déclaré Benoît XVI. Nom de Dieu, la papauté aurait-elle gagné en lucidité ce qu’elle a effectivement perdu en crédibilité ? Nous ne croyons pas aux miracles, aussi cet éclair de conscience est-il sûrement dû aux qualités bien connues du pinard romain. Comme disait l’autre : *In vino veritas*...

L’ARMÉE DE SA MAJESTÉ. APRÈS L’ENLÈVEMENT IRAKIEN, l’armée britannique n’arrive plus à recruter. Dorénavant, chaque soldat britannique qui réussira à convaincre un proche d’entrer dans l’armée recevra 500 livres (736 euros) du ministère de la guerre. On attendait quand même plus d’un pays riche. Vendre un frère ou un copain pour un mois de minimex, le prix de la vie n’est plus ce qu’il était ma p’tite dame...

QUESTIONS INDISCRÈTES. LE WASHINGTON POST a affirmé mercredi 2 novembre que la CIA avait mis en place, après les attentats du 11 septembre 2001, un système de prisons secrètes pour les personnes soupçonnées de terrorisme. Ces prisons ont été installées à l’étranger (Asie et Europe de l’est), parce que de telles détentions seraient illégales aux Etats-Unis. Ah, bon, et en Europe, royaume des droits de l’Homme, ce serait permis ? Sur le modèle de Guantanamo, la CIA procèderait dans ces centres à des interrogatoires «renforcés». Doux euphémisme. Les Etats-Unis, Etat violent, nourrissant le terrorisme intégriste et terrorisant les terroristes qu’ils viennent de créer. C’est donc ça Halloween ?

ADHÉSION. LE 2 OCTOBRE, LES MEMBRES DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE BIÉLORUSSE ont défini les étapes concrètes du développement du mouvement libertaire. Ils ont également décidé d’adhérer à l’Internationale des fédérations anarchistes. Antifascistes et anars subissent la répression en Biélorussie

Changer la société sans prendre le pouvoir

INTERVIEW DE MATEO ALALUF, professeur à l'Université libre de Bruxelles. **«Changer la société sans prendre le pouvoir. Syndicalisme d'action directe et renardisme en Belgique»** est paru sous sa direction aux éditions Labor (176 p.).

AVA - Certains syndicalistes parlent aujourd'hui de grève générale expropriatrice. Cette idée est-elle encore d'actualité ?
M. A. - L'idée d'autonomie, d'action directe n'est pas un moment daté du syndicalisme révolutionnaire. C'est un trait culturel propre au mouvement ouvrier. De ce point de vue-là, la grève générale n'est pas une idée neuve et elle est un élément important et fort dont on peut voir des traces dans ce qui se passe pour l'instant. L'unité de vue dans la presse, dans les différents partis politiques est assez frappante : il faut allonger la vie professionnelle. Et on ne peut pas aller à l'encontre de cette idée, sinon on n'est pas «raisonnable». Le déni des revendications des trois organisations syndicales est tellement fort que le débat qui a été abordé ne porte pas sur le pourquoi de la grève mais sur la légitimité de la grève. A la différence d'autre pays, nous avons une longue tradition de grève générale. Cependant, la Belgique a connu un syndicat-parti, avec le Parti ouvrier belge, qui a domestiqué la grève générale tout au long de son histoire. Mais qui a néanmoins apporté des contreparties à la domestication.

Des délégués syndicaux demandent que les syndicats rompent avec les partis «frères». Ce mot d'ordre a-t-il du sens ?
La coopération entre syndicat et parti, entre FGTB et Parti socialiste, est finie depuis longtemps. Les relations entre eux se sont fortement modifiées depuis la seconde guerre mondiale. Et cela ne fait que s'approfondir. Sur ce point de vue, la demande de «rupture» est une formule toute faite. Dans ce cas-ci, le problème ne serait pas tant une «collusion» entre FGTB et PS qu'entre CSC et PS. Mais, lors de la première grève, il s'agissait d'accords circonstanciels.

Dirigeant des métallurgistes liégeois, André Renard (1911-1962) était-il favorable à la rupture entre syndicat et parti ?
André Renard n'était pas pour une rupture mais pour une

Urg. 50 % Bxllois ch. log. bcp - cher

Comme le révélait *Le Soir* du 21 octobre, près de 50 % des Bruxellois ont des revenus qui les classent dans les critères d’admission du logement social. Pourtant seulement 7,7% des logements bruxellois sont des logements sociaux... Beaucoup de Bruxellois sont donc contraints de trouver un toit ailleurs, payent un loyer beaucoup trop élevé par rapport à leur salaire et ne peuvent pas nouer les deux bouts en fin de mois. Quand ils n’aboutissent pas dans des taudis. Certains CDH parlent de fournir une «allocation loyer» pour y remédier; ce qui reviendrait à débloquer des finances publiques afin que les propriétaires puissent maintenir des loyers élevés...

On observe une forte hausse de la pauvreté en Région bruxelloise, ou plus exactement une forte baisse de la qualité de vie. A Bruxelles-Ville, par exemple, le nombre de personnes titulaires du revenu d’intégration est ainsi passé de 2.431 en 2001 à 3.508 en 2004. Soit une augmentation de quelque 44 % en un an !

Quand on sait que le loyer moyen s’élève à 450 euros et que le revenu d’intégration est de 625 euros, on touche la misère du doigt. Les bénéficiaires du CPAS ne sont cependant pas les seuls à ramer. *«Celui qui gagne 1.200 euros par mois, mais ne bénéficie pas d'aide du CPAS pour l'énergie, etc, il ne s'en sort pas non plus»*, a souligné Yvan Mayeur (PS), président du CPAS de Bruxelles. *«Il faudrait augmenter le revenu des gens. Et pas unique-*

autonomie. «Autonomie» ne signifie pas «être opposé» aux partis. Renard était lui-même lié au Parti socialiste, ce qu'il a défendu c'est l'indépendance du syndicat, c'est-à-dire l'action directe. Cela signifie qu'il n'y a pas de contact privilégié avec les partis. Mais la séparation doit être nette : interdiction de cumuler les mandats et autonomie d'action sont les points clefs. Ces deux éléments sont toujours présents. Dans le mouvement actuel, on retrouve une tradition forte du syndicalisme révolutionnaire : la méfiance à l'égard du politique. Et certaines revendications ne peuvent exister que dans le champ syndical.

Lors de la récente OPA sur Electrabel et lors de la vente des actions Arcelor détenues par la Région wallonne, des propositions de contrôle ouvrier ont été faites...

La vision des renardistes par rapport au secteur de l'énergie et de la sidérurgie, secteurs clefs de l'économie, était le contrôle ouvrier. Ce qui passait par la cogestion d'abord, qui devait à son tour déboucher sur la socialisation des entreprises. Les renardistes imaginaient des réformes de structures, pour établir un pont entre les revendications à court terme des travailleurs et celles à long terme, il fallait selon eux une transition.

Nous sommes là face à une grande différence par rapport à la pensée anarchiste qui réclame un changement immédiat...
Le titre du livre évoque deux aspects. Tout d'abord, la tradition de l'action directe. Ne pas prendre le pouvoir d'Etat mais changer la société. Ensuite, l'opposition à la sociale-démocratie : les sociaux-démocrates prennent le pouvoir sans changer la société. Là, il y a des points de convergence avec le syndicalisme révolutionnaire. Mais la vision d'André Renard était très différente de celle des libertaires. C'était une vision rationnelle, planificatrice, rationalisatrice. La pensée de Renard est un socialisme radical mais institutionnel.

La pensée de Renard est-elle encore d'actualité au sein du syndicat, après sa mort ?
La période durant laquelle le syndicalisme a été le maillon fort du

ment de ceux qui dépendent du CPAS», a-t-il proposé. Une telle augmentation de revenus serait un pas en avant mais allons droit au but : la suppression du salariat, qui maintient de fait les travailleurs dans une position inférieure à celle des propriétaires des moyens de productions et des logements. L’émancipation sociale passe aussi par là.

Parmi les causes directes qu’il convient d’épingler : le surendette-ment provoqué en partie par les achats à crédits proposés par les supermarchés, qui maximisent ainsi le profit sur le dos des pauvres. Les affaires sont les affaires... Capitalisme quand tu nous tiens. Grugé comme travailleurs, comme consommateurs et comme habitants...

Bruxelles compte actuellement 24.000 ménages en attente d’un logement social. Mais ce n’est pas seulement le manque de logements qui est en cause : c’est le choix de cette société inégalitaire. Sur la question précise du logement, les anarchistes affirment et luttent pour que le droit à la propriété cesse de prévaloir sur le fait de pouvoir vivre. Tout le monde a droit à un logement décent. Nos conditions de vie ne doivent plus être déterminées par nos revenus (salaires, revenu d’intégration...) : chacune et chacun doit pouvoir se vêtir, se nourrir, se soigner, se loger et utiliser les transports sans conditions et gratuitement ! Expropriation des exploiters et autogestion des logements ! [D]

socialisme correspond aux moments où André Renard était le plus influent sur la scène sociale [en 1944-1947 et en 1956-1964, ndlr]. Que des éléments de sa pensée soient restés, c'est évident : comme le fédéralisme ou des personnes proches de Renard qui ont joué un rôle dans les institutions politiques et dans la réforme de l'Etat. Le «renardisme» est toujours très présent dans la région de Liège, dans l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux par exemple. Cela nous semble évident aujourd'hui mais ce n'est pas le cas dans tous les pays. Cette incompatibilité a été une des choses les plus difficiles a imposé dans les congrès.

Peut-on tracer un parallèle entre la pensée de Renard et le mouvement altermondialiste actuel ?
Encore une fois, le titre de l'ouvrage... «Changer la société sans prendre le pouvoir», c'est un mot d'ordre altermondialiste.Le parallèle est très fort. C'est l'action directe. On a à faire à un mouvement social qui tient à définir ses stratégies et ces interventions de façon autonome par rapport au monde politique. Et ce mouvement rencontre les mêmes difficultés sociales que les renardistes. On retrouve également la méfiance à l'égard du politique, à travers le NON lors des référendums sur le Traité constitutionnel. Le mouvement altermondialiste garde une distance par rapport au champ politique institué. Il s'élabore à partir de ce que les gens réalisent concrètement au niveau local. Une autre similitude existe entre Attac et le renardisme : il y a d'une part la démocratie économique et d'autre part la démocratie politique (et la représentation politique protégeait, selon Renard, du corporatisme.D'où l'importance de l'unité syndicale). Mais, en même temps, André Renard, cherche à peser sur le parti. Il devait trouver lors des grèves de '60 un groupe de pression pour peser sur la politique. Cela débouchera par la suite sur la création du Mouvement populaire wallon.Cependant, dans son chef, existe une sous-estimation du poids politique. De ce fait, Renard s'est trouvé limité dans son action.

Il y a chez Attac un partage des tâches. Les partis politiques remplissent leur rôle et le mouvement social un autre, distinct...

Aussi bien dans le renardisme que dans l'altermondialisme existe la volonté d'exercer une fonction politique, de peser sur le champ politique. Dans les deux cas, il n'y a pas du tout abandon de la dimension politique. En cela, Renard était très proche du syndicalisme révolutionnaire, pour qui le syndicat doit pouvoir assumer seul l'émancipation socio-économique mais aussi politique des travailleurs. Mais, il a choisi de collaborer avec les partis parce qu'il a réalisé (en partie) quel était le poids politique.**[recueilli par Hertje]**

ANDRÉ RENARD DANS LE TEXTE

« Nous devons cesser de rechercher au travers des alliances avec les tenants avérés du capitalisme les moyens de faire progresser le socialisme. Procéder de la sorte, c'est s'intégrer au capitalisme social et c'est assurer à ce dernier, par notre présence, une solidité relative. La formule suivante pourrait, en conclusion, résumer notre pensée : «Tout entreprendre pour lutter contre l'intégration dans le régime.»

La lutte contre l'intégration signifie que notre action doit être pensée en fonction uniquement de la nécessité de renverser la société capitaliste. Cette action doit être menée de façon à ce que chaque fois que l'occasion s'en présente, nous ouvriions une brèche dans le régime.

Nous souhaitons que le retour - car il ne s'agit en fait que d'un retour - à semblable conception assure le regroupement de toutes les forces socialistes.»

André Renard, «Vers le socialisme par l'action», 1958.

Quand Sarkozy soigne la sous-France...

Le décès de deux adolescents, le 27 octobre à Paris, ont provoqué plusieurs nuits d'affrontements, à Paris mais aussi dans plusieurs autres villes, comme Rennes et Rouen. La gestion de la crise par le ministre de l'Intérieur français Nicolas Sarkozy, comme les insultes de «racaille» et de «voyou» employés à l'égard des contestataires, n'est qu'une de ses multiples provocations. Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres de sa politique sécuritaire.

Il y a peu, les hommes politiques français, toutes tendances confondues, estimaient qu'une élection se gagnait au centre. Autre temps, autres mœurs : l'exemple navrant de 2002 autorise Sarkozy, candidat à la présidence de la République en 2007, à penser que les prochaines élections se gagneront à l'extrême droite. Petite compilation des signes que Sarkozy adresse à cet électorat.

Les rafles. Techniques policières vieille comme les rues où elle s'exerce. On les bloque avec force agents et on ramasse ceux qu'on vise. En 1944, il s'agissait des Juifs. Pendant la guerre d'Algérie, des travailleurs algériens. Aujourd'hui, c'est de sans-papiers qu'on bourre les bus de la RATP. Raflés, en pleine rue, à Paris, en 2005. Beaucoup croient que la population acquiesce à ce type de méthodes. Pourtant, là où ça se passe, là où les gens constatent de visu les rafles, les réactions sont vives, voire violentes. Comme elle sont systématiquement passées sous silence par les médias, le ministre de l'Intérieur est content, et peut même se permettre de féliciter ses flics : nul besoin d'attendre la

Noël pour déclarer que l'objectif des 24.000 expulsions, en ce qui concerne l'année en cours, a été atteint, bien atteint. Bien entendu, il a fallu, pour cela, bloquer des rues et procéder à des contrôles en masse. Il a fallu, aussi, cueillir quelques enfants à la sortie de l'école. Peu importe les moyens, seul le résultat prime. Ecœurant.

Les expulsions. Ce n'est pas dans le sud que ça a brûlé cet été, c'est à Paris surtout. Bilan global : 53 morts, dont 36 enfants. Qu'a fait le ministre de l'Intérieur ? A-t-il renforcé les moyens des pompiers, imposé les outils (connus) de prévention des incendies ? Comme un chien sautant sur un os, il s'est au contraire emparé de ce prétexte pour lancer une vaste campagne d'expulsions, visant d'abord les squats, et plus largement les immeubles où des Africains (tiens !) sans beaucoup de moyens (tiens, tiens !) avaient l'audace de continuer à vouloir habiter. Depuis le temps qu'il rêvait d'un grand coup de balai final visant la capitale, il fallait être naïf pour penser que Sarkozy laisserait échapper une si «belle» occasion.

Les mesures d'exception. Ce terme rebutera certains. La France ne vit pas encore, disent-ils, sous un nouveau Vichy. Certes. Mais alors comment nommer la troisième génération de lois dites de lutte contre le terrorisme ? Comment qualifier un projet de loi prévoyant l'éclosion de plusieurs dizaines de milliers de caméras, alors qu'aucune de celles qui quadrillent Londres ou Madrid n'ont empêché les attentats ? Projet de loi qui, curieux mélange des

genres, obligerait les opérateurs à conserver la trace des appels téléphoniques et des courriers électroniques, instaurerait une carte d'identité dotée d'une puce, équiperait les anciens détenus de bracelets GSM (il y a quelques mois cette mesure n'était envisagée que pour les prisonniers coupables de crimes sexuels. Avant même que le dispositif soit réellement testé, on décide donc de l'étendre à tous les détenus condamnés à de longues peines). Comment appeler un projet de loi (adopté ce 13 octobre) qui, par ailleurs, révisé la loi sur les détenus en fin de vie, et valide l'idée d'une non-compression des peines ? Partisan d'un contrôle serré des individus évoluant sur un territoire quadrillé par l'armée et par la gendarmerie (Vigipirate, depuis dix ans !), le ministre de l'Intérieur vise à étendre le principe de la surveillance généralisée.

Dans sa longue marche vers le pouvoir, Sarkozy semble prêt à tout et à n'importe quoi pour s'assurer le soutien de l'électorat d'extrême droite. Il le flatte, persuadé que les 17% réalisés par Le Pen en 2002 lui reviendront, «naturellement». Idéologie de la rupture, au sens conservateur du terme : principal organisateur de la chasse aux étrangers, instigateur des lois les plus liberticides qu'ait connu le pays depuis 1942, le petit Nicolas n'aura pas attendu d'être élu pour mettre en œuvre son programme. Une partie, du moins, de son programme. C'est assez pour qu'on devine la suite, assez pour déclarer prioritaire, plus que jamais urgente, la lutte contre cette gangrène qui menace tout le corps social. [Fred]

L'Europe dépasse les bornes

Dix morts par balles maroco-espagnoles sur la frontière de Melilla, cinq cents hommes et femmes abandonnés dans le désert marocain... Et plus de 6500 morts par noyade entre les frontières maritimes du Maroc et de l'Espagne, ces dix dernières années.

Dans la guerre qu'elle mène contre les migrants, l'Union européenne est prête à tous les reniements. Le partage des tâches imposé par l'Europe, dans le cadre de l'externalisation de sa politique migratoire, a rendu «fréquentables» le président libyen Kadhafi (l'ancien ennemi public n°1) et ses collègues autocrates du Maghreb : ils maintiennent leurs peuples prisonniers et l'Europe leur sous-traite la brutalité de ses frontières. Ils contribuent au flicage de la plus grande des frontières, celle qui se dresse entre le fric et ceux qui en rêvent. Et ils offrent un territoire idéal, loin des regards de l'opinion publique et des médias, aux Etats européens qui repoussent toujours plus loin les frontières de leur violence institutionnelle.

Les Etats membres de l'Union européenne pratiquent une «ouverture» sélective, réservée à l'immigration «choisie», c'est-à-dire celle dont leur économie a égoïstement besoin, comme le rappelle la Ligue des droits de l'Homme belge. Pour éviter d'accueillir ceux qu'ils nomment «immigration subie» (les réfugiés, et plus généralement tous ceux qui fuient la misère, les catastrophes environnementales et les conflits), les Etats européens trahissent allègrement les droits de l'Homme, qui sont censés les fonder. Ils ont ainsi décrété «sûr» un pays comme la Libye, où la détention arbitraire d'étrangers, les expulsions de masse et les maltraitances sont courantes, afin de pou-

voir y refouler par charters entiers les boat people échoués sur l'île de Lampedusa, comme le fait régulièrement l'Italie. Ils ont également transformé le Maroc en nasse, où des milliers d'Africains en transit sont retenus sous la menace de la répression policière et dans des conditions infra-humaines.

En dépit du danger, des milliers d'Africains se jettent sur les barbelés de Schengen. Ils viennent reprendre un peu de ce qu'on leur a pris. Ils viennent vérifier la réalité du mirage, goûter aux fruits amers du progrès.

L'énergie qu'ils y mettent fait trembler un système économique qui prétend privatiser la planète entière. Mais ils sont aussi le sang neuf qui permet de dévaluer le prix du travail et de renouveler l'enthousiasme qu'exigent de nous les sirènes de la consommation. Pour obtenir l'attitude soumise qu'on attend d'eux, on les maintient sous la pression de l'illégalité, de l'infra-salaire, de l'infra-logement et de la ségrégation.

Des complicités et des filières se créent sans cesse pour esquiver les murs qu'on construit autour de nous. Elles ne sont pas toutes mafieuses ou communautaristes. Certains sont en train d'inventer une véritable mondialisation par le bas où la richesse des liens sociaux se mêle à celle des objets et des produits échangés. L'OMC a raison sur un point : les richesses devraient changer de mains avec plus de fluidité. Et comme notre principale richesse réside dans la fluidité des relations sociales, les êtres humains devraient voyager plus librement que les marchandises et les devises. C'est précisément parce que la production industrielle pèse lourd que nos mouvements seront tou-

jours plus vifs et imprévisibles que les siens.

Tandis que les grandes puissances, relayées par la Banque mondiale, multiplient les beaux discours sur l'éradication de la pauvreté, c'est à une véritable éradication des pauvres que l'on assiste, à une guerre, armes au poing, contre quelques poignées de malheureux qui tentent, à mains nues d'escalader la Forteresse Europe.

Que ces Africains fuient un continent rongé par la faim, l'analphabétisme, les épidémies, les guerres et les dictatures, qu'ils fuient un continent qui, de plans d'ajustement structurel en accords de libre échange, s'enfonce chaque jour d'avantage dans le non-développement, l'Europe s'en moque, ainsi que le souligne Attac Rabat. D'ailleurs, au nord du Maroc comme en Cisjordanie ou à Tijuana, le mur monte, de plus en plus haut. Mais comme disait un Ghanéen en attente sur le no man's land qui entoure Ceuta : *«Ce mur, si des hommes l'ont construit, des hommes peuvent le franchir.»* Et ils peuvent l'abattre.

Cassons les rapports utilitaristes imposés par le Nord au Sud. Face aux collusions entre Etats prédateurs, construisons les solidarités entre les peuples. [Nemo]

POUR AGIR, ICI : Union de défense des sans papiers. 0498.330.748 et 0486.547.509. udepbxl@yahoo.fr. Soutien financier à l'UDEP au n° Triodos : 523 - 0801898 - 74

Coordination pour la régularisation. 0496.40.33.09 et 0473.62.87.33. http://regularisation.canalblog.com. Soutien financier à la C.R.E.R. au n° Triodos : 523 - 0801898 - 74

Sortir de l’ombre à Saint-Boniface

Mercredi 19 octobre, des sans-papiers ont décidé de sortir de l'ombre. Depuis, ils occupent l'église Saint-Boniface, rue de la Paix à Ixelles. Ils ont été rapidement rejoints par d'autres oubliés de l'administration. L'église compte aujourd'hui plus de 100 occupants, de quelques 40 nationalités différentes. Déterminés et unis pour défendre leur cause.

L'Union pour la défense des sans-papiers (UDEP) et la Coordination pour la régularisation (CRER) rappellent que les actions de protestation qu'elles ont menées afin de lutter contre le protocole signé cet été entre Fedasil et l'Office des Etrangers ont été fructueuses. *«Le protocole a été suspendu ! Néanmoins, cette petite victoire ne doit pas faire oublier la terrible réalité vécue tous les jours par de très nombreux sans-papiers.»* *«Des milliers de sans-papiers sont expulsables et craignent à tout moment de tomber entre les mailles serrées du filet répressif tendu par le gouvernement et son administration complice, souvent zélée. Des centaines de sans papiers sont capturés et déportés, parfois vers des pays qu'ils ne connaissent même pas. Déboutés et en fin de procédure donc ? Même pas : le recours devant le Conseil d'Etat n'est pas suspensif.»*

Les sans-papiers sont autant nos hôtes que nous sommes les leurs. Cette maison-monde est autant à eux qu'à nous. Par la vie collective qu'ils créent dans l'église, la richesse multiculturelle qu'ils nous apportent, les sans-papiers nous apprennent aussi qu'un monde meilleur ne se fera pas sans eux. Est-ce si dur de découvrir l'Autre et

l'Ailleurs ? Arriverons-nous à partager ce qui est enfui sous nos indifférences silencieuses et nos lâchetés coupables ? Jusqu'à quand les sans-papiers resteront-ils cachés comme des criminels en fuite ? Jusqu'à quand seront-ils exploités, marginalisés, méprisés, bossant pour des miettes de pain au service d'entrepreneurs qui ont l'unique avantage d'être nés du côté des exploitants ? Jusqu'à quand seront-ils prisonniers de cette peur qui devient aussi présente ici que dans leurs pays d'origine ?

Le combat des sans-papiers nous concerne tous : ils se battent pour le droit à une vie digne. S'ils sont là, c'est qu'ils n'ont pas les moyens d'obtenir les droits fondamentaux dans leur pays d'origine. S'ils quittent leur famille, leur travail et leur terre, c'est pour les images d'un paradis trompeur que l'Europe exporte. Ce combat ne deviendra sans doute inutile que si nous nous laissons aller à ne pas respecter ce que nous promettons à nos propres enfants : un monde de paix, d'entraide et de solidarité. Nous avons les moyens d'intervenir ou au moins d'influencer la politique nationale, européenne ou mondiale. Mais nous ne le faisons pas. Parce que nous pensons que cela ne sert à rien, que rien ne changera. Pourtant, chaque geste compte.

L'UDEP et la CRER exigent *«la régularisation de tous les sans-papiers, l'arrêt des expulsions, une politique européenne de migration dans le respect des conventions internationales.»* Toute aide, individuelle ou collective, est la bienvenue. [C. et M.] Pour agir, ici : voir ci-dessus http://regularisation.canalblog.com

les Minutemen ont lancé leur campagne le long de la frontière américano-canadienne, et tentent maintenant d'établir des sections dans les Etats du Maine, du Vermont, du Michigan, du Minnesota, de North Dakota, d'Idaho et de Washington.

La politique raciste des Minutemen augmente encore les risques encourus par les migrants. A la frontière USA-Mexique, de nombreuses personnes sont mortes de soif alors qu'elles tentaient de traverser le désert brûlant. Bien des gens ont aussi déjà perdu la vie en tentant de traverser la frontière canadienne, rappelle la NEFAC. Ainsi en septembre, un réfugié Albanais s'est noyé en essayant de franchir la frontière à Windsor, en Ontario. Aucun humain ne devrait mourir en traversant une frontière, aucune frontière ne devrait exister.

Les frontières, l'accès à la «citoyenneté» et les contrôles de migrants établissent des inégalités entre les personnes. Ces inégalités engendrent l'exploitation et la marginalisation de millions d'immigrantes «illégaux» à travers le monde. Le pouvoir en place prétend que nous avons besoin de frontières sécurisées pour notre propre protection, il tente de mêler ses intérêts aux nôtres. Le résultat est une peur xénophobique de l'étranger. Au lieu d'accepter les mensonges du pouvoir, nous devons identifier le danger réel qui existe à l'intérieur même de nos frontières : le danger d'une société construite pour ne répondre qu'aux besoins des riches et des puissants, qui profitent de notre travail et de l'exclusion raciste ! [Zénon]

Dans la poche gauche

Alexandre Skirda, *Nestor Makhno, le cosaque libertaire (1888 - 1934), la guerre civile en Ukraine 1917 - 1921*, éd. de Paris / Max Chaleil, 2005, 494 p., 22 euros. Alors que la Russie est actuellement à l'affiche d'Europalia, l'édition de cet ouvrage très complet consacré aux soviets libres et à l'épopée miliaire du mouvement makhnoviste tombe à point. Skirda a également écrit *Les anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917*.

Nicolas Trifon, *Les Aroumains, un peuple qui s'en va*, Acratie, 480 p., 33 euros. Dans ce XXIe siècle où le rideau de fer est tombé, comment se mène le débat sur la question nationale ? Nicolas Trifon se penche sur les Aroumains, dont la langue (issue du latin) et le profil socioprofessionnel (éleveurs semi-nomades transhumants, artisans et commerçants) sont les traits distinctifs. L'auteur, roumain d'origine, dénonce l'apparition du nationalisme chez ce peuple des Balkans en quête de droits.

Nico Hirtt, *Les nouveaux maîtres de l'école. L'enseignement européen sous la coupe des marchés*, éd. Aden, 155 p., 14 euros. A l'aube du troisième millénaire, les milieux patronaux exigent un enseignement rationalisé et dérégulé. L'école doit fournir les travailleurs flexibles que réclame la concurrence économique. Elle doit transmettre moins de savoirs mais davantage de compétences adaptables. L'auteur est professeur dans le Brabant wallon.

Paco, *Dansons la Ravachole !*, Editions libertaires, 134 p., 10 euros. Ce roman noir et rouge, conçu comme introduction à la pensée anarchiste, est désormais également disponible en braille. Il s'agit, à notre connaissance, du premier livre anar accessible aux aveugles. Les éditeurs espèrent pouvoir transcire d'autres livres. Deux formules existent : l'achat à prix coutant (environ 20 euros) ou en prêt avec caution. Pour toute info et commande : editionslibertaires@wanadoo.fr

Ces ouvrages sont notamment disponibles à la LIBRAIRIE ADEN, 44 rue Antoine Bréart à 1060 Bruxelles ainsi qu'à la LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE, 145 rue Amelot à 75011 Paris.

Presse libertaire d’ici et de là

LE MONDE LIBERTAIRE, hebdomadaire de la Fédération anarchiste. http://monde-libertaire.info ou 145 rue Amelot à 75011 Paris .
UMANITA’ NOVA, hebdomadaire de la Fédération anarchiste italienne. http://federazioneanarchica.org ou c/o Federazione anarchica Torinese : C.so Palermo 46 à 10152 Torino.
FREEDOM, bimensuel anglophone d’analyses anarchistes. http://freedompress.org.uk ou 84b Whitechapel High Street à London E1 7QX.
OFFENSIVE, trimestriel d’Offensive libertaire et sociale. http://offensive.samizdat.net ou 61 rue Consolat à 13001 Marseille.
NO PASARAN, mensuel du réseau antifasciste No Pasaran. http://nopasaran.samizdat.net ou 21ter rue Voltaire à 75011 Paris.
CQFD, mensuel de critique sociale. www.cequillfa utdetruire.org ou BP 70054 à 13192 Marseille.
DIAGONAL, bimensuel hispanophone de critique sociale. http://www.diagonalperiodico.net ou Apdo.14.409 à 28080 Madrid.
LA DÉCROISSANCE, bimestriel de la joie de vivre. http://www.casseursdepub.org/journal ou 11 place Croix-Pâquet à 69001 Lyon.
Ces journaux sont disponibles notamment à la LIBRAIRIE ADEN et à la LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE. Un exemplaire gratuit du <i>Monde libertaire</i> et d’A voix autre vous seront envoyés sur simple demande.
L’INFO AU QUOTIDIEN
WWW.AINFOS.CA, agence internationale d’actualité par, pour et au sujet des anarchistes.
WWW.ENDEHORS.ORG, quotidien francophone anarchiste en ligne.
SUR LES ONDES LIBÉRÉES
RADIO LIBERTAIRE, sur 89,4 FM à Paris et, en direct, sur http://dune2.info:5000/radiolib.m3u.
RADIO AIR LIBRE, sur 87,7 FM à Bruxelles. «Passe-Muraille», émission sur la prison, tous les dimanches à 18h00.

4x4 flagadas

Le 15 octobre dernier, un groupe d’individus a dégonflé les pneus d’une quarantaine de tout-terrains dans la zone Bruxelles-Midi. Cette pratique, qui fait des émules partout en Europe, s’implante maintenant chez nous. Les Flagadas, puisque c’est ainsi qu’ils se présentent à Bruxelles, s’attaquent de façon pacifique et non-violente aux 4X4 urbains, histoire de convaincre leur propriétaire d’abandonner ce type de véhicule. Comme l’explique les tracts laissés sur les parbrises de leurs «victimes», c’est avant tout par instinct de survie et par souci environnemental (destruction des écosystèmes, propagation des gaz à effet de serre, ...) qu’ils s’en prennent à ces «monstres urbains» totalement inutiles dans nos cités. A cela s’ajoute des arguments de sécurité routière malheureusement pas toujours convaincants. S’il est vrai que ce type de véhicule est totalement injustifiable pour de nombreux automobilistes et semble la caractéristique nouvelle de nombreux «m’as-tu-vu», elle peut s’avérer être un outil de travail performant pour certaines personnes y compris en ville. Les erreurs peuvent donc exister, les Flagadas en sont conscients et s’en excusent d’avance. De plus, on peut s’interroger sur la portée de telles actions. Amènent-elles un changement de comportement des usagers ou au contraire bractuent-elles les victimes dans le «je m’en foutisme» écologique ambiant. A défaut de prise de conscience globale, la plus grande victoire des Flagadas est sans doute d’ouvrir un débat sur la réalité des politiques environnementales et sur nos comportements individuels. A voir le forum bien rempli du site internet des Flagadas, il a déjà bien commencé. [I.N.] Infos : <http://flagadas.blogg.org>



«Semences d’Utopies» a germé à Bxl

Plus personne ne l'ignore : gaz à effet de serre, réchauffement climatique, pollution des eaux, agriculture intensive, pesticides, cancers, dioxine, nucléaire, accumulation des déchets, etc., la situation se dégrade. Mais l'écologie reste souvent théorique ... et se présente aux élections. Et ça nous fait une belle jambe.

Comme il est souvent difficile de trouver des infos et de l'aide, on reste le plus souvent chez soi, on change quelques petits trucs et on retourne en voiture chez Carrefour, la conscience tranquille.

Certains ne l'ont pas vu de cet œil et ont décidé de s'entraider. La pratique, c'est beaucoup plus efficace et marrant à plusieurs. Le collectif «Semences d'Utopies» a donc vu le jour cette année à Bruxelles. Selon Mathieu, un des premiers à avoir lancé le mouvement, «c'est juste une vingtaine de personnes plutôt jeunes (francophones, néerlandophones, hispanophones,...) qui se réunissent et qui partagent leurs expériences et leurs con-

naissances autour de différents thèmes comme l'Agriculture Biologique, la permaculture, l'écologie, une autre consommation, les consomm'actions, la cuisine, etc.».

QUE FAIT LE COLLECTIF ?
Créer des groupes de réflexion et des ateliers autour de thèmes concrets (comment fabriquer une éolienne, comment économiser l'eau chez soi, comment faire un vermicompost d'appartement, etc.). C'est un lieu d'échange de savoir-faire, de documentation, et un réseau local... et petit à petit international.

Favoriser l'éco-consommation. C'est-à-dire consommer moins, mais aussi adopter des comportements de consommation responsables qui respectent les ressources naturelles. Le collectif, présent dans les foires, les forums, les concerts, les salons, diffuse l'information et va à la rencontre des gens.

Le collectif a également squatté des terrains et une serre en périphérie de Bruxelles afin de cultiver ses légumes sans

pesticides ni engrais, de renouer avec des plantes comestibles locales oubliées et de développer de nouvelles techniques de culture, comme la permaculture (mêmes rendements mais sans labour, sans engrais, sans pesticides et sans sarclage). En bref, apprendre l'autonomie ici et maintenant.

Enfin, il s'agit aussi de développer les filières courtes de distribution, c'est-à-dire avec moins de transport et donc un plus faible impact sur l'environnement (moins de pétrole, moins d'accidents, moins de pollutions, etc.). A ce titre, certaines personnes du collectif ont fondé l'ASBL «Le début des haricots», pour mettre en place des filières courtes de distribution de produits issus de l'Agriculture Biologique à Bruxelles.

Semez des utopies, il germe des pratiques qui donneront une forêt de réalisme.

Vous pouvez les contacter par mail semencesdutupies@yahoogroupes.fr, vous pouvez aussi faire la même chose. [espé]

Pour l’anarchisme

A VOIX AUTRE a pour objectif de réfléchir aux idées libertaires et de proposer des activités pour les faire avancer dans notre société. Nous pensons que ce n'est qu'en essayant de susciter un esprit critique de la part des individus que l'on pourra, par la suite, élaborer un autre projet de société.

Nous pensons qu'une future société, plus libre et plus juste, devra s'appuyer sur des expériences antérieures de fonctionnement non-autoritaire. Pour cela, nous considérons comme essentiel d'agir, dès aujourd'hui et dans tous les domaines de nos vies (sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, etc.), de manière autogestionnaire et égalitaire, ce qui passe notamment par la pratique des assemblées générales, par l'usage de mandats impératifs et révocables et par la rotation des tâches.

Les anarchistes veulent construire une société libre sans classe ni Etat; sans patrie ni frontières; sans discrimination qu'elle soit liée au sexe, à l'origine géographique, à l'âge ou autre, avec notamment comme objectifs : l'émancipation des individus; la liberté d'expression et de circulation; l'éducation libertaire et permanente dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts; l'égalité sociale et économique; l'abolition du salariat; la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution (excluant toute possibilité d'exploiter le travail d'autrui); l'organisation sociale sur la base de la libre fédération des producteurs et des consommateurs; la démocratie directe. Dans le cadre d'une société libertaire, il s'agit d'autogérer les affaires au profit de la collectivité toute entière.

RENCONTRER DES ANARCHISTES.
A BRUXELLES : au Collectif Les Foulons, c/o Centre Garcia Lorca, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles, métro Anneessens. Ce collectif regroupe le Centre libertaire [www.anarchie.be/centrelib] et le groupe Ici et Maintenant de la Fédération anarchiste [www.ici-et-maintenant.org]. EN FLANDRE : www.anarchie.be.

Agenda culturel

SAMEDI 12/11 A 14H30 ET A 20H30, DIMANCHE 13/11 A 16H00 - BRUXELLES : «JE VOUS ÉCRIS DE MA NUIT. LOUISE MICHEL», par Valérie Salme, Yves Bical et Claude Flagel. Spectacle autour de la correspondance de la célèbre anarchiste française. Au Théâtre-Poème, 30 rue d'Ecosse à 1060 Bruxelles. 02.538.63.58.

SAMEDI 12/11 A 21H45 - BRUXELLES : «HUMAIN, TROP HUMAIN». Film de Louis Malle (1972) sur le travail dans les usines Citroën et la «messe du capitalisme»robotisant l'ouvrier. Au Musée du Cinéma, 9 rue Baron Horta à 1000 Bruxelles.

SAMEDI 19/11 A 21H00 - BRUXELLES : «LES RETROUVAILLES», par Philippe Anciaux et Jacques-Ivan Duchesne. Le concert est précédé d'un repas facultatif à 20h00. Au café-théâtre de La Rue, 30 rue de la Colonne à 1080 Bruxelles. Infos et réservations au 0473.505.875.

DIMANCHE 20/11 DE 14H00 A 17H00 - BRUXELLES : CONFÉRENCE-DÉBAT AUTOUR DES CONDITIONS DE DÉTENTION EN BELGIQUE. Par l'asbl Déclik, avec le soutien du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie et de l'Observatoire international des Prisons. 35 A rue du Fort à 1060 Bruxelles.

LUNDI 21/11 A 20H15 - GAND : «AANZETTEN TOT EEN ANARCHISTISCHE ECONOMIE : EEN ONZINNIGE VRAAG ?», conférence donnée par Bart Capéau. A l'Anarchistische centrum, 1a Sparrestraat, dans le quartier de la «Brugse Poort». Entrée gratuite.

MARDI 22/11 A 19H00 - BRUXELLES : SOIRÉE D'INFORMATIONS SUR LES RÉGIMES D'ISOLATION ET LES LUTTES ANTICARCÉRALES EN ESPAGNE ET AILLEURS. A 19h00, repas de solidarité et table d'infos. A 20h00, début des interventions et discussions. «Chez Henry», 57 rue Marie-Henriette à 1050 Bruxelles. Prix libre.

MERCREDI 23/11 A 19H00 - BRUXELLES : «LES GRADES ET LES HOMMES». Trois contes doux amers de Tchekov filmés par Protazanov (URSS, 1929) sur le thème de l'humiliation des humbles. Au Musée du Cinéma.

JEUDI 24/11 A 20H30 - BRUXELLES : «IN THE WORLD». Ce film de Michaël Winterbottom (Angleterre, 2002) illustre l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, qui concerne la liberté de circuler et d'installer. Organisé par la Ligue des droits de l'Homme. Université libre de Bruxelles, Salle Delvaux, Espace Verhaegen, 20-22 avenue Paul Héger à 1000 Bruxelles.

DU EUDI 24/11 AU DIMANCHE 4/11 - BRUXELLES : 6E FESTIVAL CINÉMA D'ATTAC. Débats et rencontres sont également à l'affiche. Tout comme, deux expos : «L'enfance» et «Rétrospectives de la triennale d'affiches politiques». Retrouvez le programme sur <http://bxl.attac.be>

LUNDI 28/11 A 20H15 - GAND : «ANARCHETISCHE STAATSOPVATTING», conférence donnée par Francis Faes. A l'Anarchistische centrum. Entrée gratuite.

RÉSERVEZ DÉJÀ LE SAMEDI 10/12 A 19H30 - BRUXELLES : «PUTAIN D'U-SINE», lecture musicale du texte de Jean-Pierre Levaray (ré-édité aux éd. Agone, 244 p.). Avec Valérie Lavollé et Alain Brühl. Organisé par le Centre libertaire. Au Garcia Lorca, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles. 4 euros.

A voix autre est...

A VOIX AUTRE est un journal indépendant. Il n'est ni financé par la publicité ni subventionné par l'Etat. Et encore moins par un parti.

Le journal est à PRIX LIBRE. L'objectif du prix libre est de créer les conditions d'un autre rapport à l'argent. Le prix libre est une pratique de solidarité, grâce à laquelle chacune et chacun, quels que soient ses revenus, peut bénéficier des mêmes services. C'est donc l'usagère ou l'utilisateur qui fixe le prix. Il ne s'agit pas d'arnaquer mais de participer à la hauteur de ses moyens et des ses envies. Le prix libre donne l'occasion d'un questionnement : Quels sont mes moyens? Combien vais-je donner? Quels sont les frais qu'occasionne la production et la diffusion d'un journal? Pour info, le prix de revient s'élève à 35 centimes par exemplaire.

Nous comptons sur votre soutien pour écrire des articles et/ou faire connaître, diffuser, photocopier... A voix autre. Infos, réactions, remarques, questions, lettres d'amour ou lettres d'insultes, bons plans, concerts, conférences, articles.... doivent nous parvenir avant le 25 du mois à avoixautre@no-log.org

A VOIX AUTRE est notamment disponible aux adresses suivantes :
> Librairie Aden, 44 rue Antoine Bréart à 1060 Bruxelles.
> Barricade, 19-21 rue Pierreuse à 4000 Liège.
> Café-théâtre de La Rue, 30 rue de la Colonne à 1080 Bruxelles
> Centre Garcia Lorca, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles.
> Librairie La Borgne Agasse, 30 rue Arnoul à 1050 Bruxelles.
> Maison de la Paix, 35 rue Van Elewijck à 1050 Bruxelles.
> SubTerra, 33 rue de Dublin à 1050 Bruxelles.
... Et dans les bistrots sympas, les points chauds, les tables de presse, les squats, les festivals, les manifs, etc.

Ed.resp.: Olivier Hertmans, c/o Collectif Les Foulons, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles. Les articles signés n'engagent que leurs auteurs. **Ne pas jeter sur la voie publique.**

Samedi 26 novembre

JOURNEE SANS ACHAT

pour résister à la consommation,
pour la décroissance

www.casseursdepub.net